

anglais M. Wills qui venait aussi en visite, pour expliquer "les vues et les désirs" de son Gouvernement, il est presque certain que, ni dans le message du Président ni dans l'exposé général du dit Secrétaire d'Etat, on se serait abstenu de traiter des questions de Panamá de la manière dont elles ont été traitées, franchement, résolument, et cela pour les raisons ci-après :

En premier lieu parceque le Pouvoir Exécutif avait connaissance du Message en date du 2 décembre du Président des États-Unis au Congrès, dans lequel, après avoir donné des informations fort inexactes sur les questions de tonnage et de courriers inter-océaniques, il est dit relativement à la tragédie de Panamá du 15 avril: "J'ai donné des ordres pour qu'il soit faite une enquête sur "cet événement, et son résultat démontre péremptoirement que la Nouvelle-Grenade a encouru par le fait de ce qui s'est passé une complète responsabilité." Ces phrases, réunies à diverses autres du Message, constituent un acte sévère d'accusation contre notre pays. On a proclamé dans le Congrès de l'Union et à la face du monde que la Nouvelle-Grenade était responsable des assassinats et des vols commis contre des citoyens des États-Unis, et le Président a pris de cette façon une position décidée au sujet des réclamations Nord-américaines. Il paraissait naturel, indispensable d'opposer avec la même solemnité message à message pour rectifier les faits et sauvegarder l'honneur national, puisque les charges qui nous étaient faites étaient injustes. En conséquence, on n'aurait pas dû s'étonner qu'en présence du citoyen distingué, commissionné pour notifier au Gouvernement grenadin la sentence qui le déclarait coupable à la face des nations, sentence prononcée par l'une des parties intéressées dans le but d'exiger des indemnités et des sûretés, ce Gouvernement prit aussi une position décidée et éleva la voix avec énergie pour déclarer, avec preuves à l'appui, qu'il n'avait encouru aucune responsabilité.

En second lieu, les preuves réunies étaient non-seulement concluantes mais irrécusables et le Pouvoir Exécutif, en accomplissant le devoir qui lui était imposé de rendre compte au Congrès, à l'ouverture de la Session, de l'aspect de cette affaire et de l'état dans lequel elle se trouvait, devait le faire avec une loyauté digne du poste élevé où il est placé en vertu de la Constitution de la République qui l'a chargé du soin de ses intérêts généraux.

Les quatre propositions faites, le 4, par MM. les Plénipotentiaires des États-Unis, furent littéralement celles-ci :

1º. Eriger les villes de Panamá et d'Aspinwall (Colon) en deux municipalités indépendantes qui auraient un Gouvernement qui leur serait propre, avec un territoire de dix milles de largeur de chaque côté du chemin de fer; parfaite liberté pour la route du transit; neutralité et liberté garanties. La souveraineté restant la même et invitation faite aux autres nations à la dite garantie.

---

yentes e irrecusables; i el Ejecutivo, al cumplir con la obligacion de dar cuenta al Congreso nacional en la apertura de sus sesiones, del curso i estado de aquel negocio, debia hacerlo con la lealtad propia del alto puesto en que le colocó la Constitucion de la Republica para cuidar de sus intereses generales.

Las cuatro proposiciones exhibidas el 4 por los Señores Plenipotenciarios de los Estados Unidos fueron estas, literalmente :

1.º "Erijir las ciudades de Panamá i Aspinwall (Colon) en dos municipalidades independientes i neutrales para gobernarse a si mismas, con un territorio de diez millas de ancho de cada lado del Ferrocarril. La perfecta libertad de la ruta de tránsito. Neutralidad i libertad garantizadas. La soberanía no cambiada. Otras naciones serán invitadas a entrar en la garantía.

2nd. "To transfer to the States the two little clusters of Islands in the bay of Panama in full sovereignty for a naval station, and all reserved rights and privileges in the Panama Rail-road charter for an ample consideration."

3rd. "To pay the damages occasioned by the late Panama riot."

4th. "The sum to be paid by the United States."

Each of them had at the foot explanatory commentaries, in which it was endeavoured to show that the two first were convenient and even advantageous to New Granada; with respect to the third, to prove the responsibility of the Republic; and to demonstrate with regard to the events of the 15th April, that we should abide by the proofs obtained by the agents of the United States Government, upon the supposition that on our part, not only had we failed to prosecute any enquiry, but that we had thrown obstacles in the way of the investigations carried on by said agents. But the true explanation of the propositions was to be found in the project of a Convention, likewise presented, and moreover the Plenipotentiaries made during the conference they held with the Secretary for Foreign Affairs whatever additional observations they thought proper, without mentioning however or offering any other document.

All this was taken into the serious consideration of the Executive Government; so that the answer given eight days afterwards by the Undersigned, both being members of the Administration, in the conference of the 12th with the "Memorandum" of the same date, cannot, in justice, be called precipitate, nor can it be said to have been given without at least hearing the Plenipotentiaries of the United States.

The Undersigned, acting conformably to their instructions, declared the propositions made to be inadmissible: but they did not close the door on all farther negotiation.

They declared that the propositions signified the cession of the *entire* territory of the State of Panama, inasmuch as that under a show of the municipal administration of the strip of land comprising the rail-way from one extreme to the other, and with most ample privileges placed apparently under certain local corporations, the greater part of these would be formed of individuals foreign to the country, and would in fact, according to the Project of Convention, be under the dependency of the United States Consuls and under the tutelage and pressure of the land and sea forces of that Republic; for the Islands in the bay of Panama, being occupied by the United States, some of which are within gun shot of the city, that dependency, tutelage and pressure would be effective and constant; and likewise because the territory of the State of Panama, being inaccessible at

---

2.<sup>a</sup> "Ceder a los Estados Unidos en plena soberanía los dos pequeños grupos de islas de la bahía de Panamá para una estación naval, i todos los derechos i privilejos reservados en el Contrato del Ferrocarril de Panamá, con una amplia compensación.

3.<sup>a</sup> "Pagar los daños ocasionados por el motín reciente de Panamá.

4.<sup>a</sup> "La cantidad que será pagada por los Estados Unidos."

Cada una de ellas tenía al pie comentarios explicativos, en que se procuraba hacer ver que las dos primeras eran convenientes i hasta ventajosas para la Nueva Granada; probar respecto de la tercera la responsabilidad de la República; i demostrar que en cuanto a los sucesos del 15 de abril debíamos atenernos a las diligencias practicadas por los Agentes del Gobierno de los Estados Unidos, supuesto que por nuestra parte no solo no se había hecho investigación alguna, sino que se habían puesto embarazos a las investigaciones de aquellos agentes. Pero la verdadera explicación de las proposiciones estaba en el Proyecto de Convención también presentado: i ademas, los Señores Plenipotenciarios hicieron en la conferencia con el Secretario de Relaciones Esteriores cuantas observaciones adicionales creyeron oportunas, aunque sin mencionar u ofrecer ningún otro documento.

2º. Céder aux États-Unis en toute souveraineté les deux petites groupes des îles de la baie de Panama pour y établir une station navale, et tous les droits et priviléges réservés à la Compagnie du chemin de fer de Panamá, moyennant une large compensation.

3º. Payer les dommages occasionnés par les derniers troubles de Panamá.

4º. La quantité qui sera payée par les États-Unis.

Chacune de ces propositions avait à sa suite des commentaires qui les expliquaient et par lesquels on cherchait à prouver que les deux premières propositions étaient convenables et même avantageuses pour la Nouvelle-Grenade ; à établir, par rapport à la 3me, la responsabilité de la République, et démontrer que, relativement aux événements du 15 avril, nous devions nous en tenir à l'enquête faite par les agents du Gouvernement de l'Union puisque, de notre côté, non seulement nous n'avions fait aucunes recherches à ce sujet, mais que nous avions mis des empêchements à celles pratiquées par les dits agents. Mais la véritable explication de ces propositions se trouvait dans le projet de convention qui fut aussi présenté : et, en outre, MM. les Plénipotentiaires firent dans la conférence avec le Secrétaire des R. E. toutes les observations additionnelles qu'ils crurent opportunes sans mentionner ou offrir aucun autre document.

Tout ceci fut pris en très sérieuse considération par le P. E., de sorte qu'en toute justice, on ne peut pas dire que la réponse donnée huit jours après par les soussignés, tous deux membres de l'Administration, dans la conférence du 12 et dans le "Mémorandum" de la même date, a été faite avec précipitation et sans avoir seulement entendu les Plénipotentiaires des États-Unis.

Les soussignés agissant, conformément à leurs instructions, ont déclaré inadmissibles les propositions faites, mais ils n'ont pas fermé la porte à toute négociation.

Ils ont déclaré que ces propositions renfermaient la cession intégrale du territoire de l'État de Panamá parce que l'administration municipale de la ligne du chemin de fer, bien que placée en apparence et avec de très grands priviléges entre les mains de certaines corporations locales, ces corporations allaient être formées en grande partie d'individus étrangers et restaient d'ailleurs, d'après le projet de convention, sous la dépendance des Consuls des États-Unis, sous la tutelle et la pression des forces de mer et de terre de cette République ; parce qu'une fois les îles de la baie de Panamá, dont quelques-unes sont à portée du canon de la ville, occupées par les États-Unis, cette dépendance, cette tutelle, cette pression seraient réelles et constantes ; et parce qu'enfin le territoire du dit État étant et devant être encore pendant quelques années inac-

---

Todo esto fué tomado en consideracion atenta por el Poder Ejecutivo ; de manera que, la respuesta dada ocho dias despues por los infrasertos, miembros ámbos de la Administracion, en la conferencia del 12 con el "Memorandum" de la misma fecha, no puede en justicia decirse que ha sido precipitada i sin haber oido siquiera a los Señores Plenipotenciarios de los Estados Unidos.

Los infrasertos, obrando conforme a sus instrucciones, declararon inadmisibles las proposiciones hechas ; pero no cerraron la puerta para toda negociacion.

Declararon significar ellas la cesion *integra* del territorio del Estado de Panamá : por que puesta en apariencia la administracion municipal de la faja del Ferrocarril, de extremo a extremo i con amplísimos privilejos, a cargo de ciertas corporaciones locales, estas iban a ser formadas en su mayor parte de individuos extranjeros, i quedaban en realidad segun el Proyecto de Convencion bajo la dependencia de los Cónsules de los Estados Unidos, i bajo la tutela i presion de las fuerzas de mar i tierra de aquella Republica : porque ocupadas por los Estados Unidos las islas de la bahía de Panamá, algunas de ellas a tiro de cañon de la ciudad, esa dependencia, tutela i presion serian efectivas i constantes : i porque siendo, i debiendo

— 40 —

present and for many years to come to the rest of New Granada, except by sea, the foreign Power that should gain a footing thereon would in fact be the possessor and ruling power of the same.

The cession would be *gratuitous* and *dishonorable*. Pecuniary compensation is tendered, or purchase money, amount as yet undeterminate, in exchange for territorial seigniorage and for rights and reserves on the Rail-road. Whatever may be the sum promised, and from which deduction would be made for the 15th of April, the remainder could never represent the value assignable to the territory of the whole State of Panama, and above all to the marvellous bridge thrown by nature between the two oceans; nor with millions could New Granada redeem herself from the infamy and consequent ruin, to which she would condemn herself by selling for money, peopled territories, making foreigners against their will of many thousands of her citizens, and opening the door to dominion and conquest by a foreign power.

The cession would be *inconstitutional*. The Constitution of the Republic designated its territory as independent of all foreign dominion: declared that citizenship could neither be forfeited or suspended except as a penalty, according to the laws: and guarantied to all citizens direct suffrage in elections, which the Projet of Convention would pretend to limit in Panama and Colon to certain proprietors of landed and other property.

The Undersigned, declared that the plan proposed by the Plenipotentiaries for permanently securing liberty of transit from sea to sea, by the Isthmus of Panama, does not satisfy its legitimate object, and they proved it. The Government of the United States wishes to become the privileged owner of the interoceanic ways: they only offer the transit to such nations as may agree to the neutrality of the territorial strip of land, acknowledging its municipal governments, and not upon the footing of perfect equality. The Government of New Granada proposes a negotiation that, giving to the citizens of the United States and to their property the effective protection they desire, and the safety which they say is now wanting, with no other reason but the suspicion consequent on the faults committed by themselves, should extend to all nations the same benefits and the same advantages, leaving sacred the principle of territorial sovereignty; and here it may be added, ensuring to the State of Panama, for its own proper administration, the revenue now so much wanted owing to the extreme liberality of the franchises granted. This proposal has not been properly appreciated: it implies, and so it must be understood, the participation of other Powers in the negotiation.

---

ser durante algunos años, inaccesibles para el resto de la Nueva Granada el territorio de aquel Estado por otras vias que las marítimas, la Potencia extranjera que en él hubiese puesto el pié seria de hecho la que lo poseía i gobernaba.

Cesion *gratuita i deshonrosa*. Ofrece una compensación pecuniaria, o precio de compra no determinado todavía, por derechos de señorío territorial i por los derechos i reservas sobre el Ferrocarril. Sea cual fuere la cifra que se prometa, i de que se cuenta deducir indemnización por el 15 de abril, ni el resto pudiera representar el valor assignable al territorio integro del Estado de Panamá, i sobre todo al maravilloso puente echado por la naturaleza entre los dos Océanos, ni con millones pudiera rescatarse a la Nueva Granada de la infamia i consiguiente ruina a que se condenaría enajenando por dinero territorios poblados, haciendo extranjeros contra su voluntad a muchos miles de sus ciudadanos, i abriendo la puerta de la dominación i la conquista a una nación extraña.

Cesion *inconstitucional*. La Constitución de la República designó su territorio, como independiente de toda dominación extranjera: declaró que la ciudadanía no se pierde ni se suspende sino por pena, con arreglo a las leyes: i garantizó a todos los ciudadanos el sufragio directo en las elecciones, que por el Proyecto de Convención se pretende limitar en Panamá i Colon a ciertos propietarios de bienes raíces o muebles.

Declararon los infrascritos que el plan propuesto por los Señores Plenipotenciarios para asegurar permanentemente la libertad del tránsito interoceánico por

cessible pour le reste de la Nouvelle-Grenade autrement que par les voies maritimes, la Puissance étrangère qui y mettrait le pied serait de fait celle qui le posséderait et le gouvernerait.

Cession gratuite et déshonorante. On offre une compensation en argent ou un prix d'achat, non encore déterminé, pour les droits de souveraineté territoriale et pour les droits et réserves sur le chemin de fer. Quel que soit le chiffre qu'on promette et duquel on compte déduire une indemnité pour les événements du 15 avril, il ne serait pas suffisant pour représenter la valeur que l'on peut assigner au territoire de l'État de Panamá dans sa totalité et surtout au pont merveilleux jeté par la nature entre les deux Océans. Ce ne serait pas avec des millions que la Nouvelle-Grenade pourrait se laver de l'infamie et conséquemment de la ruine à laquelle elle se condamnerait en alienant pour de l'argent des territoires peuplés, en rendant étrangers, contrairement à leur gré, plusieurs milliers de ses concitoyens et en ouvrant la porte de la domination et de la conquête à une nation étrangère.

Cession inconstitutionnelle.—La Constitution de la République a désigné son territoire comme indépendant de toute domination étrangère; elle a déclaré que la qualité de citoyen ne se perd et n'est suspendue que par l'application des peines infligées conformément aux lois; elle a garanti à tous les citoyens le suffrage direct dans les élections, droit que, dans le projet, on prétend limiter, à Panamá et à Colon, à certains propriétaires de biens mobiliers et immobiliers.

Les soussignés ont déclaré que le plan proposé par MM. les Plénipotentiaires à seule fin d'assurer d'une manière permanente la liberté du transit interocéanique par l'Isthme de Panamá, ne remplit pas le but que l'on désire, et ils l'ont prouvé. Le Gouvernement des États-Unis veut être maître privilégié des voies interocéaniques. Il offre seulement le transit aux nations qui concourraient à garantir la neutralité de cette bande territoriale et à la reconnaissance de ses Gouvernements municipaux, mais pas sur le pied de la plus complète égalité. Le Gouvernement de la Nouvelle-Grenade propose une négociation qui, tout en donnant aux citoyens des États-Unis et à leurs propriétés toutes les garanties désirables et la sécurité dont ils prétendent manquer aujourd'hui sans autre motif que la crainte que leur inspire leurs propres fautes, étendrait à toutes les nations les mêmes jouissances, les mêmes avantages, en laissant intact le principe de la souveraineté territoriale, et, on peut ajouter ici, en assurant à l'État de Panamá pour sa bonne administration les revenus dont il manque aujourd'hui à cause de la liberalité extrême des franchises. Une telle proposition n'a pas été bien comprise; elle suppose et on doit l'entendre ainsi, la participation d'autres Puissances dans la négociation indiquée.

---

el Istmo de Panamá, no satisface a su objeto lejítimo, i lo probaron. El Gobierno de los Estados Unidos quiere ser dueño privilejiado de las vías interocéánicas: solo ofrece el tránsito a las naciones que concurren en la garantía de neutralidad de la faja territorial, i en el reconocimiento de sus gobiernos municipales: i no lo ofrece bajo el pie de completa igualdad. El Gobierno de la Nueva Granada propone una negociacion que, dando a los ciudadanos de los Estados Unidos i a sus propiedades la eficaz protección que deseán, i la seguridad de que dicen carecer ahora sin mas motivo que el recelo consiguiente a sus propias faltas, estendiese a todas las naciones los mismos goces i las mismas ventajas, dejando ileso el principio de la soberanía territorial; i puede agregarse aquí, asegurando al Estado de Panamá, para su buena administracion, las rentas que hoy tanto le escasean por la liberalidad extrema de las franquicias. Tal propuesta no ha sido bien comprendida: ella supone, i así debe entenderse, la participación de otras Potencias en la negociacion indicada.

They also declared that various clauses of the “*Projet of Convention*” were in opposition to the contract made with the Panama Rail-road Company. That for instance, which authorizes the Consuls of the United States, in certain cases, to establish and collect taxes upon the Rail-road and upon the passengers and property passing by the same; also that clause which would attribute to the United States full and exclusive power, either by charter or in any other manner, to provide for the construction of any other Rail-road, within the territorial district of the existing one.

And they declared finally, in the name of their Government, that they consider New Granada not responsible for the events of Panama of the 15th April and their lamentable consequences, and cannot consent that the Government of the United States should decide the question: the which comprehends a formal refusal of the indemnity demanded. The motives of refusal, are to be found expressed in a few words in the “*Memorandum*” itself, and shall here be extended. This is not a pecuniary question, but a question of principle.

The capital point is, the antecedents of the events and their immediate origin. The inhabitants of Panama were predisposed against the Californian emigration, on account of its generally brutal behaviour, and still more predisposed against the new species of adventurers, whose breeding place, whose recruiting station, whose arsenal of resources, whose starting point and whose *point d'appui* are the United States, and who have improved and brought anew upon the scene the ancient filibusterism. This unfavorable predisposition existed principally amongst the masses of the poorer class, who were frequently the victims of the outrages committed by the passing emigrants, and amongst a great number of destitute strangers, brought from the West Indies and other places as labourers on the Rail-road, and afterwards turned adrift by the Company to starve. Such pre-disposition was the natural effect of experience, and whilst it existed, nothing was more easy or inevitable than an explosion of popular rage and vengeance whenever any new excess should provoke it. This is what, first the United States Consul at Panama, then the Minister Mr. Bowlin and the Commissioner Mr. Corwine, and now the Honorable Plenipotentiaries, have styled *premeditation or previous concert*. New Granada is not to blame that the elements of a sudden and fierce conflagration should have been thus accumulated.

---

A party of Californian filibusters lands at Panama, not having been able to disembark in Nicaragua: then the train arrives from Colon with some hundreds of the

---

Declararon tambien que varias cláusulas del “*Proyecto de Convencion*” eran contrarias al contrato celebrado con la Compañía del Ferrocarril de Panamá. Lo es en efecto, la que autoriza a los Cónsules de los Estados Unidos para establecer en ciertos casos i recaudar impuestos sobre el Ferrocarril, i sobre los pasajeros i propiedades que por él transitau; i lo es la cláusula por la cual se atribuiría a los Estados Unidos “plena i exclusiva facultad para otorgar cualquiera carta o proveer de cualquier manera para la construcción de cualquier otro Ferrocarril” dentro del distrito territorial del existente.

I declararon en fin, en nombre de su Gobierno, considerar irresponsable a la Nueva Granada por los sucesos de Panamá del 15 de abril i sus lamentables consecuencias, i no poder consentir en que el Gobierno de los Estados Unidos decidiese el punto; lo cual envolvía una denegación formal a la indemnización ofrecida. Las razones de tal denegación se hallan expresadas en pocas palabras en el “*Memorandum*” mismo, i se esplanarán aquí. Esta no es cuestión pecuniaria, sino cuestión de principio.

El punto capital es, los antecedentes de los sucesos i su inmediato origen. La población de Panamá estaba predispuesta contra la emigración californiana, por su brutal comportamiento ordinario, i mas predispuesta todavía contra aquella nueva especie de aventureros cuyo criadero, cuyo lugar de reclutamiento, cuyo arsenal de recursos, cuyo punto de partida i de apoyo son los Estados Unidos, i que han perfeccionado i puesto de nuevo en escena el antiguo filibusterismo. Esta pre-

Ils ont déclaré aussi que diverses clauses du "Projet de Convention" étaient contraires au contrat passé avec la Compagnie du chemin de fer de Panamá. Et elle est en effet dans ce cas, celle qui autorise les Consuls des États-Unis à établir en certains cas et à recouvrer des impôts sur le chemin de fer et sur les passagers et les marchandises qui y transitent; elle l'est aussi, la clause par laquelle on attribue aux États-Unis la faculté pleine et exclusive de passer tout contrat ou de donner toute autre autorisation pour la construction de quelque autre chemin de fer sur le district territorial de celui qui existe.

Ils ont déclaré enfin, au nom de leur Gouvernement, qu'ils ne considéraient pas la Nouvelle-Grenade comme responsable pour les événements de Panamá du 15 avril et pour leurs tristes conséquences, et qu'ils ne pouvaient consentir à ce que le Gouvernement des États-Unis décidât cette question, ce qui emportait une dénégation formelle de l'indemnité exigée. Les raisons de cette dénégation se trouvent exprimées en peu de mots dans le "Mémorandum" même et vont être développées ici. Cette question n'est pas une question d'argent, mais une question de principe.

Les antécédents des événements et leurs causes premières, voilà le point capital.

La population de Panamá était prévenue contre l'émigration californienne à cause de la manière brutale dont elle se comportait ordinairement; elle était plus prévenue encore contre cette nouvelle espèce d'aventuriers dont le berceau, le lieu de recrutement, l'arsenal de ressources et le point de départ et d'appui sont les États-Unis, aventuriers qui ont perfectionné et mis de nouveau en scène l'antique flibusterie. Cette prédisposition défavorable existait surtout dans la masse de la classe pauvre, victime trop fréquente des outrages des passagers, et chez un grand nombre de prolétaires étrangers, venus là des Antilles et d'autres points pour travailler au chemin de fer et qui, plus tard, furent réduits à la misère par le licenciement qu'en fit la Compagnie. Cette prédisposition était le résultat naturel de l'expérience, et du moment où elle existait rien n'était plus facile, plus inévitable qu'une explosion populaire de colères et de vengeances dès que cette explosion serait provoquée par un nouvel attentat. Voilà ce que d'abord le Consul des États-Unis à Panamá et ensuite M. le Ministre Bowlin, puis le Commissaire, M. Corwine, et plus tard les honorables Plénipotentiaires, ont qualifié de *prémeditation*, de *concert préalable*. Ce n'est pas la faute de la Nouvelle-Grenade que des éléments d'une conflagration subite et dévorante fussent ainsi accumulés.

Une bande de flibustiers, venant de Californie, débarque à Panamá parce qu'elle n'avait pas pu le faire à Nicaragua. Aussitôt arrivent les convois de

---

disposición desfavorable existía sobre todo en las masas de la clase desvalida, víctima frecuente de los ultrajes de la emigración transiente, i en gran número de proletarios forasteros llevados allí de las Antillas i de otras partes, en calidad de obreros para el Ferrocarril, i abandonados luego a la miseria por la Compañía. Tal predisposición era efecto natural de la experiencia: i existiendo ella, nada más fácil, más inevitable, que una explosión popular de cólera i venganza cuando la provocase un nuevo atentado. Esto es lo que, primero el Cónsul de los Estados Unidos en Panamá, luego el Ministro Señor Bowlin i el comisionado Señor Corwine, i ahora los Honorables Plenipotenciaros, han calificado de *premeditacion o concierto previo*. La Nueva Granada no es culpable de que estuviesen así acumulados los elementos de una conflagración súbita i voraz.

Desembarca en Panamá una partida de filibusteros de California que no había podido hacerlo en Nicaragua: llegan luego los trenes de Colón con algunos centenares de los temibles pasajeros o emigrantes, i uno de estos bárbaros ultraja a un hombre del pueblo, dispara sobre otro su pistola sin motivo justificable, i es

dreaded passengers or emigrants, and one of these savages outrages a native, fires his pistol at another without any justifiable cause, and is supported and protected by those of his party. The hour for retaliation, fixed by Providence, sounded, without New Granada being at all to blame.

The Plenipotentiaries, present, as a *ridiculous hearsay account*, the initiatory episode in which *Jack Oliver*, a citizen of the United States, figures as aggressor. But three citizens of the United States, eye-witnesses and victims of the riot, by name, G. B. Wright, P. B. Reading and W. C. Waters, pointed him out by name, in an account of the affray published under their signatures in "The San Francisco Herald" of the 4th May: and a French merchant, M. Bernard, mentioned in the certified statement of the Consul of France Count De Nollent, saw him fire the pistol. This *unimpeachable testimony* is sufficient to prove that there is no *hearsay account*, and that the conclusion the Commissioner Mr. Corwine comes to upon this point, as well as the previous assertion made by the Legation of the United States, to the effect that the pistol was discharged by a native as a preconcerted signal for the outbreak, are contrary to the facts of the case.

With respect to posterior events, the legitimate consequence of the previous ones, according to the state of irritation that prevailed, some charge, although not absolute, might be brought against the Republic, if the authorities had remained indifferent or had not proceeded as quickly as possible, and with all the means at their disposal, to quell the tumult and render protection to lives and property. But the contrary is proved by abundant and trust-worthy evidence, it being testified particularly by the Consuls of Equator, France, England and Peru at Panama, who must be supposed to be impartial, admitting at the same time, that with regard to those circumstances which did not fall under their own immediate notice, they collected the most veridical information at the moment, when it was not possible there should have been any confabulation in order to disfigure the truth. Many witnesses, both native and foreigners, have been judicially examined at different times, first as it being the duty of the public functionaries, and afterwards at the requisition of the Attorney general of the Nation, and the depositions taken, not only justify the Governor of the State, but also all his subordinates, including the police.

With regard to the Governor, who exerted himself with lively zeal to appease the natives, and who had managed to contain them, as also to prevent the discharge of a cannon upon the heap of passengers that had taken refuge in the steamer *Taboga*, and who strove in vain to make his voice be heard by those who were defending themselves in one or two edifices, scarcely is there any one now who would censure him for any other thing, than for having authorized the police

---

apoyado i protejido por los suyos. Sonó la hora de las retaliaciones marcada por la Providencia, sin que la Nueva Granada tuviese en ello culpa.

Presentan como *cuento ridiculo de oidas* los Señores Plenipotenciarios el episodio inicial en que figura de agresor *Jack Oliver*, ciudadano de los Estados Unidos. Pero tres ciudadanos de los Estados Unidos, testigos presenciales i victimas del motin, llamados G. B. Wright, P. B. Reading i W. C. Waters, lo designaron por su nombre en una relacion de los sucesos publicada con sus firmas en el "San Francisco Herald" del 4 de mayo: i un comerciante frances, el Señor Bernard, citado en la certificacion del Cónsul de Francia, Conde de Nollent, le vió disparar el pistoletazo. Bastan estos irrecusables testimonios para probar que no hai *cuento de oidas*; i que la conclusion del Comisionado Señor Corwine sobre este punto, i la asersion anterior de la Legacion de los Estados Unidos de que el pistoletazo fué señal concertada del motin popular, dada por un hijo del pais, son contrarias a la realidad del hecho.

Con respecto a los hechos posteriores, lejítima consecuencia del primero segun el estado irritable de los ánimos, algun cargo aunque no absoluto pudiera hacerse a la República, si las autoridades hubiesen permanecido indiferentes, o no hubiesen ocurrido tan pronto como les era posible, i con los medios de que podian disponer, a sosegar el tumulto i poner a cubierto las vidas i propiedades. Pero está probado lo contrario con abundantes i fidedignos testimonios, dando fe de ello sobre todo los Cónsules del Ecuador, de Francia, de Inglaterra i del Perú en Pan-

Colon avec quelques centaines de ces terribles passagers ou émigrants et un de ces barbares outrage un homme du peuple, décharge sur un autre son pistolet sans motif plausible et il est appuyé et protégé par les siens. L'heure des représailles, marquée par la Providence, sonne sans que la Nouvelle-Grenade eût en cela la moindre faute.

MM. les Plénipotentiaires nous présentent comme *un conte ridicule*, comme un *on dit*, l'épisode dans lequel Jack Oliver, citoyen de l'Union, figure comme agresseur; mais trois citoyens des Etats-Unis, les nommés G. B. Wright, P. B. Reading et W. C. Waters, témoins oculaires de l'émeute et qui en ont été les victimes, le désignent par son nom dans un rapport des événements, publié, sous leurs signatures, dans le "San Francisco Herald" du 4 mai, et un sujet français, le sieur Bernard, cité dans le rapport du Consul de France, M. le Comte de Nollent, l'a vu faire feu de son pistolet. Ces témoignages irrécusables suffisent pour prouver qu'il n'y a pas de *conte*, de *on dit*, et que la conclusion du Commissaire Corwine sur ce point et les assertions avancées par la Légation des États-Unis qui tendent à établir que le coup de pistolet a été le signal, concerté à l'avance d'un soulèvement populaire, donné par un naturel du pays, sont contraires aux faits.

Quant aux événements postérieurs, légitime conséquence du coup de pistolet au point d'irritation où en étaient arrivés les esprits, ils pourraient peut-être, mais pas encore d'une manière absolue, être imputés à tort à la République si les autorités fussent restées indifférentes et ne fussent pas accourues aussitôt que cela leur a été possible et en usant des moyens qu'elles avaient à leur disposition pour apaiser le tumulte et protéger les personnes et les propriétés. Mais le contraire est bien prouvé par des témoignages aussi nombreux quo dignes de foi, corroborés par les Consuls de l'Équateur, de France, d'Angleterre et du Pérou en résidence à Panamá, et qui doivent être regardés comme impartiaux car, il faut bien admettre également que, sur les actes dont ils ne furent pas témoins oculaires, ils ont recueilli les rapports les plus vrais, au moment où les faits venaient de se passer et quand ils ne pouvaient pas encore avoir été falsifiés dans le but de défigurer la vérité. Plusieurs témoins nationaux et étrangers ont été interrogés judiciairement, en diverses occasions, d'abord, par les fonctionnaires publics compétents, puis, à la requête du Procureur général de la Nation, et non seulement leurs témoignages justifient le Gouverneur de l'État mais encore tous ses agents y compris ceux de la police. Le Gouverneur qui, avec le zèle le plus louable, a fait tous ses efforts pour calmer les enfants du pays, qui y est parvenu, qui a empêché de faire feu d'un canon contre la masse des passagers refugiés sur le vapeur *Taboga* et qui a vainement essayé de faire entendre sa voix à ceux qui se trou-

---

mé, a quienes debe suponerse imparciales, admitiéndose igualmente que acerca de aquellas cosas que no presenciaron recojieron los informes mas verídicos, i en los momentos inmediatos en que no pudiera haber confabulacion para desfigurar la verdad. Muchos testigos, nacionales i extranjeros, han sido examinados judicialmente en ocasiones diversas, primero a virtud del deber propio de los funcionarios públicos, i mas tarde a requerimiento del Procurador General de la Nación, i no solo justifican sus deposiciones al Gobernador del Estado, sino a todos sus ajentes, incluidos los individuos de la policía.

Al Gobernador, que con vivo celo se esforzó en apaciguar a los hijos del país, i que había logrado contenerlos, que evitó se disparase un cañón contra la multitud de pasajeros refugiados en el vapor Taboga, i que procuró en vano hacer oír su voz a los que estaban atrincherados en uno o dos edificios, apenas hai ya quien le censure por otra cosa que por haber autorizado a la policía a que hiciese fuego con sus armas para ocupar la casa de estacion del Ferrocarril, si se hacia fuego sobre ella como se hizo, i esto después de que el mismo Gobernador, el Cónsul de los Estados Unidos i algunos que les acompañaban habían sido recibidos a balazos por los norte-americanos: aquella orden, en tales circunstancias, era sin embargo

to fire in order to take the Railroad Station, if they should themselves be fired upon, as was done; and this, after that the Governor himself, the United-States Consul and some of those who accompanied them, had been fired upon by the North-American: that order, under such circumstances was sufficiently excusable, even if its legality and fitness be not acquiesced in. And with regard to the Police agents or *gens d'armes*, we will limit ourselves to saying, that upon examination as eye-witnesses, by the Prefect of Panama, in the first days of September, three respectable citizens of the United-States, Messrs. Allan Mc Lane, David M. Corwine and William Nelson, upon this question: "If they saw any individuals of the *gendarmerie* rob, or wound intentionally any passenger, when and where, and if they communicated it to any authority?" they did not make any other charge against them, than that of having fired in order to take possession of the Station, and Mr. Nelson stated that he had heard say that some *gens d'armes* were afterwards offering for sale the pistols and watch of one of the victims, the French subject M. Dubois.

It is not a rational charge against the police, that simultaneously with them, many of the rioters entered the Station. Who could contain, in such moments, an infuriated populace? Enough was done, notwithstanding their small number, to place in safety so many of the persons who were shut up there.

To recognize on the part of New Granada, responsibility towards the United-States for the occurrences of the 15th April, 1856, and consequently the obligation to indemnify them for the damages and losses, would be the height of folly on the part of the Government of this country: and much less after that the blood of Granadian citizens had been spilt owing to the manifest aggression of North-American citizens: much less, when in consequence of those events, this Republic has been so atrociously calumniated in the face of all Nations, and has suffered so much in its moral and material interests: much less, she being the one that has a right to exact reparation for the disrespectful proceedings of Consul Ward, of Captain Bailey and of Commodore Mervine, official agents of the United-States Government, and compensation in favor of the national victims, in favor of the city of Panama, and in favor of the inoffensive foreigners who in any way suffered in that catastrophe.

Our brethren the Chilians and Mexicans, are hurled forth from their possessions by sheer force, they are sacked, hanged, hunted down like wild beasts in California, without safeguard or reparation: American citizens who have seized the reins of power, after the manner of conquerors, shoot, confiscate property, and

---

sobradamente escusables, ya que no quiera convenirse en su legalidad i oportunidad. I en cuanto a los agentes de policia o jendarmas, los infrascritos se limitarán a decir: que examinados como testigos presenciales por el Prefecto de Panamá, en los primeros días de setiembre, tres ciudadanos notables de los Estados Unidos, los Señores Allan Mc Lane, David M. Corwine i William Nelson sobre el contenido de esta pregunta:—"si vieron a algún individuo de la jendarmería robar o herir intencionalmente a algún pasajero, cuándo, en dónde, i si dieron parte de ello a alguna autoridad?"—no les formularon otra inculpacion que la de haber hecho fuego para ocupar la casa de estacion, i el Señor Nelson espuso haber oido decir que unos jendarmas anduvieron despues ofreciendo en venta las pistolas i el reloj de una de las victimas, el súbdito francés Sr. Dubois.

No es cargo racional contra la policia el de que junto con ella entrasen a la casa de estacion muchos de los amotinados. ¿Quién podía contener en aquellos momentos al pueblo ensurecido? Harto consiguió, no obstante su pequeño número, poniendo en salvo a tantas personas de las que estaban allí encerradas.

Reconocer en la Nueva Granada responsabilidad hacia los Estados Unidos por

vaient retranchés dans un ou deux édifices. Il y a à peine aujourd'hui quelqu'un qui ose lui faire d'autre reproche que celui d'avoir autorisé la police à faire feu pour occuper le bâtiment de la Station du chemin de fer, et cela, dans le cas où comme cela eût lieu, on ferait feu sur elle, et encore, après que le dit Gouverneur, le Consul des États Unis et quelques personnes de leur suite avaient été reçus à coups de fusil par les Nord-américains. Cet ordre en de pareilles circonstances est certes bien excusable si tant est qu'on ne veuille pas convenir de sa légalité et de son opportunité. Quant aux agents de la police et aux gendarmes, les soussignés diront seulement: que trois témoins oculaires, citoyens notables des États-Unis, MM. Allan Mac-Lane, David M. Corwine et William Nelson ayant été requis dans les premiers jours de septembre par le Préfet de Panamá de répondre à cette question. "S'ils avaient vu quelque individu de la gendarmerie voler ou blesser avec intention quelque passager, quand et où, et s'ils avaient fait cette déclaration à quelque autorité;" ne firent à ces agents d'autre inculpation que celle d'avoir fait feu pour occuper la Station, et M. Nelson témoigna qu'il avait entendu dire que quelques gendarmes couraient la ville après l'événement en offrant en vente les pistolets et la montre de l'une des victimes; le sujet Français M. Dubois.

On ne peut pas raisonnablement imputer à crime à la police que bon nombre d'insurgés soient entrés avec elle dans la maison de la Station. Qui aurait pu en ce moment contenir le peuple exaspéré. Elle a beaucoup obtenu, eu égard à son petit nombre, en sauvant une foule de personnes qui s'y trouvaient enfermées.

Reconnaitre que la Nouvelle-Grenade est responsable envers les États-Unis des événements du 15 avril 1856, et qu'elle est conséquemment tenue à des dommages et intérêts serait de la part du Gouvernement du pays le comble de l'imbecillité, et cela quand le sang de ses concitoyens a coulé par suite de l'agression manifeste des citoyens Nord-américains; quand au sujet de ces événements, la République a été si atrocement calomniée vis-à-vis des autres nations et a tant souffert dans ses intérêts moraux et matériels; quand c'est elle qui a à demander satisfaction pour les actes irrespectueux du Consul Ward, du Capitaine Bailey, du Commodore Mervine, agents officiels des États-Unis, réparation en faveur des victimes nationales, de la ville de Panamá et des étrangers inoffensifs qui ont souffert d'une manière quelconque dans cette épouvantable catastrophe.

Les Chiliens, les Mexicains nos frères sont chassés de leurs possessions de vive force, on les pille, on les pend, on les poursuit comme des bêtes fauves en Californie et il ne leur est accordé ni protection, ni réparation. Des citoyens américains, saisis du pouvoir à la manière des conquérants, fusillent, confis-

---

los sucesos del 15 de abril de 1856, i obligación consiguiente de indemnizarle daños i perjuicios, seria de parte del Gobierno del país el colmo de la insensatez: i mucho menos después de haber corrido la sangre de ciudadanos granadinos por agresión manifestada de ciudadanos norte-americanos; mucho menos, cuando por aquellos sucesos ha sido esta República tan atrocemente calumniada ante las demás naciones, i tanto ha sufrido en sus intereses morales i materiales; mucho menos, siendo ella la que tiene derecho a exigir reparación por los desacatos del Cónsul Ward, del Capitán Bailey i del comodoro Mervine, agentes oficiales del Gobierno de los Estados Unidos, compensación en favor de las víctimas nacionales, en favor de la ciudad de Panamá, i en favor de los extranjeros inofensivos que de alguna manera sufrieron en aquella catástrofe.

Los chilenos i mexicanos, hermanos nuestros, son lanzados de sus posesiones a viva fuerza, saqueados, ahorreados, perseguidos en cacería como bestias feroces en California, sin amparo ni reparación: ciudadanos norte-americanos, alzados con el poder a guisa de conquistadores, afusilan, confiscan propiedades i arrasan hasta

level even to their foundations the cities in Nicaragua : and should New Granada, the classic land of Patriotism, villify itself by consenting to pay for the outrages perpetrated upon it!

Nor is it possible that this can be the intention of the Government at Washington. Five or six days after the deplorable events of Panama, there was formed there, by several hot annexionists or speculators, a plan for tergiversating the facts to the prejudice of New Granada : and this plan has been carried into execution, and having met with voluntary or deceived auxiliaries, has had the effect of concealing the truth from the President of the United States. The undersigned Plenipotentiaries are bound to believe that, in the present grave question, that Government is not animated by any spirit of ill-will towards this Republic : they are bound to suppose that, it becoming better informed with regard to those events and with regard to the specific causes of what it calls insecurity of the transit across the Isthmus of Panama, it would have acted in a truly friendly manner with the Granadian Legation near it, or with the Executive Government by means of its own in Bogota, in order to avoid fresh collisions between the passengers by the Railway and the natives, and to remove all motive of fear and difficulty. One of the means, considering the immense flow of passengers and treasure four times a month, would be to agree in the permanence of some vessel of war of the United States in the bay of Panama, with instructions to assist the Governor of the State whenever he might request it, for the protection of the transit : another, not to place obstacles in the way of collecting certain moderate taxes upon the transit, which are necessary for the support of the public administration : and lastly, another, to accept and support the idea of a negotiation between the two Governments and those of England and France, which might lead to a complete guarantee, and without prejudice to the territorial sovereignty, of the freedom and safe frequenting of the interoceanic route, upon the basis of perfect equality for all Nations.

Although the Undersigned have not authority to treat upon questions of indemnification in favor of the United States, they ought not to be silent in the present Note, touching the pecuniary charges which it is pretended to impose upon New Granada.

The Railroad Company, whose principal chest, existing in the Panama station, was not plundered on the 15<sup>th</sup> of April, and which suffered very little injury in that edifice, appears to claim exorbitant sums for damages, although the transit of treasure, passengers and merchandize suffered no subsequent abatement. That this enterprize, so favored by the Republic, should wish to avail itself of its misfortunes by such demands, is absolutely inconceivable.

---

los cimientos las ciudades en Nicaragua : i la Nueva Granada, tierra clásica del patriotismo, consentiria en envilecerse remunerando los ultrajes que se le hacen !

No puede ser este tampoco el pensamiento del Gobierno de Washington. Cinco o seis dias despues de los acontecimientos de Panamá, se formó allí por algunos acalorados anexionistas un plan de terjiversacion de los hechos en perjuicio de la Nueva Granada, i este plan ha sido puesto en ejecucion, i ha encontrado auxiliares voluntarios o alucinados, i ha surtido el efecto previsto de ocultar la verdad al Presidente de los Estados Unidos. Los Plenipotenciarios que suscriben deben creer que en la grave cuestión presente no anima a aquel Gobierno espíritu de mala voluntad ácia esta República : deben suponer que, mejor informado él en cuanto a estos acontecimientos i en cuanto a las causas específicas de lo que llama inseguridad del tránsito por el Istmo de Panamá, se habría entendido de un modo realmente amistoso con la Legación granadina que tiene cerca de sí, o con el Poder Ejecutivo por medio de la suya en Bogotá, para evitar nuevas colisiones entre los transeuntes por el Ferrocarril i los hijos del país, i remover todo motivo de temor i desagrado. Uno de los arbitrios, atendida la inmensa afluencia de pasajeros i de caudales cuatro veces al mes, sería convenir en la permanencia de algún buque de guerra de los Estados Unidos en la bahía de Panamá, con instrucciones para auxiliar al Gobernador del Estado, siempre que él lo solicitase para la protección del tránsito : otro, no poner obstáculos a la percepción de ciertos impuestos moderados sobre el tránsito, necesarios para el sosteni-

quent les propriétés et détruisent jusques dans leurs fondements les villes du Nicaragua; et la Nouvelle-Grenade, terre classique du patriotisme, consentirait à s'avilir en récompensant les outrages qu'on lui fait !

Telle ne peut pas être non plus la pensée du Gouvernement de Washington. Cinq ou six jours après les déplorables événements de Panamá, il a été formé là, par quelques annexionistes et spéculateurs, un plan pour dénaturer les faits en préjudice de la Nouvelle-Grenade et ce plan a été mis à exécution, a rencontré des auxiliaires volontaires ou hallucinés et a eu pour effet de cacher la vérité au Président des États-Unis. Les Plénipotentiaires soussignés doivent croire que, dans la grave question qui s'agit, le dit Gouvernement n'est pas animé d'un mauvais esprit envers cette République; ils doivent supposer que mieux informé relativement aux événements qui ont eu lieu et aux causes productrices de ce qu'il appelle l'insécurité du transit par l'Isthme de Panamá, il aurait voulu bien s'entendre d'une manière amicale avec la Légation granadine accréditée auprès de lui, ou avec le Pouvoir Exécutif, au moyen de son agent à Bogotá, pour éviter de nouvelles collisions entre les passagers du chemin de fer et les naturels et pour écarter tout motif de crainte et de désagrément. Un des moyens, vu la grande affluence de passagers et de capitaux qui transsient quatre fois par mois par l'Isthme, serait de convenir qu'un navire de guerre des États-Unis resterait dans la baie de Panamá ayant pour instructions de prêter main-forte au Gouverneur de Panamá en tous cas qu'il le réclamerait pour la sécurité du transit. Un autre moyen serait de ne pas mettre obstacle à la perception de certains impôts modérés sur le transit et nécessaires pour le soutien de l'Administration publique. Un 3<sup>me</sup>. moyen serait enfin d'accepter et d'appuyer l'idée d'une négociation entre les deux Gouvernements et ceux d'Angleterre et de France qui conduisit à garantir complètement, et sans porter atteinte à la souveraineté territoriale, la liberté et la sécurité de la voie de communication entre les deux Océans, établies sur les bases d'une parfaite égalité pour toutes les nations.

Bien que les soussignés manquent de pouvoirs pour traiter au sujet des indemnités demandées en faveur des États-Unis, ils ne doivent pas, dans cette note, garder le silence sur les réclamations pécuniaires qu'on prétend faire à la Nouvelle-Grenade.

La Compagnie du chemin de fer, dont la caisse principale placée dans la maison de la Station de Panamá n'a pas été saccagée le 15 avril et qui a eu très peu à souffrir, semble vouloir réclamer des sommes exorbitantes en raison du préjudice qui lui a été causé, bien que le transit des capitaux, des passagers et des marchandises n'ait pas diminué postérieurement. Que cette entreprise qui a été si favorisée par la République veuille profiter de ses malheurs en manifestant de telles exigences, c'est chose incroyable !

---

miento de la administracion pública: i otro, finalmente, aceptar i apoyar la idea de una negociacion entre los dos Gobiernos i los de Inglaterra i de Francia, que condujese a garantizar completamente, i sin menoscabo de la soberania territorial, la libertad i segura frequentacion de la vía inter-oceánica sobre la base de perfecta igualdad para todas las naciones.

Aunque los infrascritos carecen de facultad para tratar sobre puntos de indemnización a favor de los Estados Unidos, no deben guardar silencio en la presente nota en cuanto a los cargos pecuniarios que se pretende hacer a la Nueva Granada.

La Compañía del Ferrocarril, cuya caja principal existente en la casa de esta-  
cion de Panamá no fué saqueada el 15 de abril, i que sufrió muy pocos daños en  
aquele edificio, parece que reclama exorbitantes cantidades por razón de perjuici-  
cios, aunque el tránsito de caudales, pasajeros i mercancías no tuvo baja alguna  
posterior. Que esta empresa, tan favorecida por la República, quiera aprovecharse  
de sus desgracias para tales exigencias, es cosa inconcebible.

The Plenipotentiaries say in their note, that the citizens of the United States lost an immense amount of property, part of which was embarked and taken from Panama in boats, in broad daylight. Such an assertion would at once have no value, unless upon proofs that those who witnessed such embarkation or abstraction of stolen goods, denounced the fact fruitlessly to the Authorities; but from the depositions of September already cited, of Messrs Mc Lane, D. M. Corwine and Nelson, it appears : 1<sup>o</sup> That previously to the riot, there had been embarked in a launch, which had not been touched by any one, the mail bags and all the packages addressed for California, which had arrived in the passenger train : two car loads of luggage, belonging to these, only remaining : and 2<sup>o</sup> That the train which was expected, which was ordered back to Colon, and which was therefore preserved without injury, contained five hundred packages of goods and a car of luggage. It is evident, moreover, that the eating-house and the two hotels or stores of trifling value, where the robberies took place, could not contain that immense *amount of property*, valued at more than half a million of dollars.

It is also necessary to say something about the number of victims, which has been so much exaggerated. The Plenipotentiaries of the United States say that "while eighteen americans were certainly killed and forty or fifty wounded, but one or two natives, at most, were seriously injured." The total number of killed in the Panama tumult, or who died from that immediate cause, was eighteen persons, all men, and one individual was seriously wounded, who embarked for California. This point is fully established. Amongst the eighteen persons was a Frenchman, M. Dubois, and there were also some natives, as is proved by various accounts. One single North-american of the Californian passengers, by the steamer *Cortes*, named *Joseph Stokes*, killed with his revolver two of the natives, in the attack which these made with stones and cutlasses upon the "Pacific" hotel, whilst pursuing Oliver and his defenders : and before he died, he must have wounded others, for one of his companions, who speaks of his heroic deeds in the "California Chronicle" of San Francisco of the 5<sup>th</sup> of May, says: "I think Stokes' shots-six in number-all took effect, for he was deliberate, though he fired rapidly"; and after relating that he reloaded his revolver at the Station and sallied forth again, adds; "the natives gathered around, and Stokes advanced and fired with his six-shooter, taking deliberate aim. He fired slower the second time than at first."

As the New Granadian Government, according as it appears from this note and the "Memorandum" of the 12<sup>th</sup> does not refuse, but rather, on the contrary, *seeks* to negotiate and treat relative to the complete and lasting security and freedom

---

Dicen los señores Plenipotenciarios en su nota, que los ciudadanos de los Estados Unidos perdieron una suma inmensa de propiedades, parte de las cuales fué embarcada i estraida de Panamá en botes, en pleno dia. Tal asercion no tendría desde luego valor alguno, sino probándose que los que vieron semejante embarque i estraccion de cosas robadas denunciaron el hecho infructuosamente a las autoridades; pero de las declaraciones de setiembre, ya citadas, de los Señores Mc. Lane, D. M. Corwine i Nelson, aparece: 1.<sup>o</sup> que ántes del motín se habían embarcado en una lancha, la cual no fué tocada por nadie, las balijas de correspondencia i todos los bultos marcados para California que habían llegado en el tren de pasajeros, quedando solo dos carros con las maletas de estos; i 2.<sup>o</sup> que el tren que se esperaba, que fué mandado retroceder a Colon i que por tanto se conservó ileso, contenía quinientos bultos de cargamento i un carro de equipajes. Es claro ademas que la fonda de comer i los dos hoteles o almacenes de poca importancia, en que hubo robos, no podian contener esa *inmensa suma de propiedades*, valuada en mas de medio millon de pesos.

Tambien es preciso decir algo acerca del número de víctimas, que tanto se ha exagerado. Aseguran los señores Plenipotenciarios de los Estados Unidos, que "mientras diez i ocho americanos fueron con certeza muertos, i cuarenta o cincuenta heridos, uno o dos a lo mas de los naturales fueron seriamente lastimados." El número total de muertos en los tumultos de Panamá, o por inmediato efecto

MM. les Plénipotentiaires, dans leur note, disent que les citoyens des États-Unis ont perdu des sommes immenses en effets mobiliers dont une partie fut embarquée et enlevée de Panamá sur des embarcations en plein jour. Une pareille assertion ne pourrait avoir quelque valeur que s'il était prouvé que ceux qui ont été témoins de l'embarquement et la soustraction ont dénoncé infructueusement le fait aux autorités; mais des déclarations précitées, faites en septembre par MM. Mac-Lane, D. M. Corwine et Nelson, il appert: 1<sup>o</sup>. Qu'avant les troubles ont avait placé dans une embarcation qui n'a été touchée par personne, les valises de la correspondance et tous les colis en destination de Californie qui étaient arrivés par le même convoi que les passagers et qu'il ne restait que deux voitures contenant leurs bagages: 2<sup>o</sup>. Que le convoi qu'on attendait et qui reçut l'ordre de retourner à Colón, et qui conséquemment a resté intact contenait un chargement de 500 colis et une voiture d'équipages. Il est en outre hors de doute que l'auberge et les deux hôtels ou magasins de peu d'importance où on a volé ne pouvaient contenir cette immense quantité de valeurs mobilières évaluée à plus d'un demi-million de piastres.

Il est nécessaire aussi de dire quelque chose relativement au nombre des victimes qu'on a tant exagéré. — MM. les Plénipotentiaires des États-Unis assurent que "pour dix-huit américains qui certainement furent tués et quarante ou cinquante blessés, un ou deux naturels à peine furent grièvement contusionnés." Le nombre des victimes, pendant ou à la suite des troubles de Panamá, a été de dix-huit personnes mâles et un individu gravement blessé qui s'est embarqué pour la Californie. Ceci est parfaitement établi. — Parmi les dix-huit morts on comptait un français, M. Dubois, et il y avait aussi quelques individus du pays, ainsi que le prouvent divers rapports. Un seul Nord-américain, passager de la Californie sur le vapeur *Certes*, le nommé Joseph Stokes, a tué avec son "revolver" deux indigènes dans l'attaque qu'ils firent à coups de pierre et de couteaux contre l'hôtel "le Pacifique" tandis qu'ils étaient à la poursuite d'Oliver et de ses défenseurs; et avant de mourir il dut encore en blesser plusieurs, car un de ses compagnons qui raconte ses prouesses dans le "California Chronicle" de San Francisco du 5 mai dit: "Je crois que les coups de Stokes au nombre de six ont tous porté, car il tirait avec calme bien que rapidement;" et après avoir raconté qu'il rechargea son revolver dans la maison de la Station et qu'il sortit de nouveau, il ajoute: "les naturels se groupèrent autour de la Station, Stokes avança et fit feu de ses six coups après avoir bien ajusté. Il tirait plus lentement cette seconde fois que la première."

Le Gouvernement de la Nouvelle-Grenade, comme le prouvent la présente note et le "Memorandum" du 12, ne refusant pas, mais désirant au contraire négocier et traiter pour établir la complète liberté et la perpétuelle sécurité

de ellos, todos varones, fueron diez i ocho personas, i un individuo gravemente herido se embarcó para California. Esto se halla plenamente averiguado. Entre las diez i ocho personas se contaba un francés, el Sr. Dubois; i había tambien algunos del pais segun consta de varias relaciones. Un solo norte-americano, de los pasajeros de California por el vapor Cortés, llamado *Joseph Stokes*, mató con su revolver a dos de los naturales, en el ataque que estos hicieron con piedras i machetes sobre el hotel "Pacífico" persiguiendo a Oliver i a sus defensores; i antes de morir él mismo debió herir a otros, pues un compañero que habla de sus proezas en el "California Chronicle" de San Francisco del 5 de mayo dice:—"Creo que los tiros de Stokes, en número de seis, fueron todos certeros, pues que él tiraba con deliberacion aunque rápidamente;" i despues de referir que cargó de nuevo su revolver en la casa de estacion i volvió a salir, agrega:—"los naturales se amontonaron al derredor, i Stokes avanzó e hizo sus seis tiros apuntando bien: tiraba mas despacio en esta segunda vez que en la primera."

Como el Gobierno de la Nueva Granada, segun aparece de esta nota i del "Memorandum" del 12 no rehusa, antes por el contrario apetece, negociar i tratar relativamente a la completa i perpetua seguridad i libertad del tránsito interoceánico por el Istmo de Panamá, pero sobre bases equitativas a la vez que liberales, los infrascritos consideran no hallarse los señores Plenipotenciarios de los Estados Unidos en el caso de suponer colocado a su Gobierno en la alternativa de degradacion o violencia de que hablan, por la no admision de las proposiciones presentadas hasta ahora.

of the interoceanic transit across the Isthmus of Panama, but upon equitable as well as liberal bases, the Undersigned consider that the Plenipotentiaries of the United States are not in the position to suppose their Government under the alternative of degradation or violence, of which they speak, for the non-admission of the propositions presented up to this date.

In order no longer to defer the present reply, and not to risk overstepping therewith the limits of moderation, which they have traced out for themselves, the Undersigned abstain from making other important commentaries, which the Note of the 13<sup>th</sup> would suggest. They conclude therefore, by placing at the disposal of the Plenipotentiaries of the United States, for their inspection, all the documents relative to the Panama occurrences, which have been collected at the Foreign Office; and manifest to them, that with that object and with any other conducing to throw light upon the disagreeable questions pending, and which might lead them to a decorous and pacific settlement, they are disposed to accept the invitations to confer, which may be made to them.

The undersigned Plenipotentiaries of New Granada avail themselves of this opportunity to present to the Honorable Messrs Morse and Bowlin the homage of their respect.

LINO DE POMBO.

FLORENTINO GONZALEZ.

LEGATION OF THE UNITED STATES.

Bogota, Feb. 26th, 1857.

To the Honorable Mr. Lino de Pombo and Florentino Gonzalez, Commissioners on the part of New Granada, &c. &c.

Gentlemen.

The undersigned Commissioners on the part of the United States of America, have the honor to acknowledge the receipt of your communication of 23d instant.

It is with pain they are compelled to perceive, that the friendly mission of their Government must be entirely fruitless, and that the door is closed by the Commissioners of New-Granada.—The positions assumed in the "Mémo-randum" of 12th instant, are all maintained and reiterated in the following decided language: "Los infrascritos, obrando conforme a sus instrucciones, declararon inadmisibles las proposiciones hechas; pero no cerraron la puerta para toda negociacion." — "The Undersigned, acting in conformity to their instructions, declared the propositions inadmissible; but did not shut the door to every kind of negotiation." What other negotiation may have been alluded to, we are at a loss to understand. The four propositions with which the Undersigned were charged by their Government, after having been examined and commented on, are declared to be inadmissible, and the only inference

Por no demorar mas la presente respuesta, i por no arriesgarse a traspasar en ella los límites de moderacion que se han demarcado, se abstienen los infrascritos de otros comentarios importantes a que da lugar la nota del 13. Concluyen, pues, poniendo a disposicion de los Señores Plenipotenciarios de los Estados Unidos para su exámen todos los documentos relativos a los sucesos de Panamá que se han acumulado en la Secretaría de Relaciones Esteriores; i manifestándoles que con tal objeto, i con cualquiera otro conducente a aclarar las desagradables cuestiones pendientes i a procurarles una solución decorosa i pacífica, estan dispuestos a aceptar las invitaciones de conferencia que se les hagan.

Aprovechando la oportunidad, los infrascritos Plenipotenciarios de la Nueva Granada presentan a los Honorables Señores Morse i Bowlin el homenaje de sus respetos.

LINO DE POMBO.

FLORENTINO GONZALEZ.

(Traducción.)

LEGACION DE LOS ESTADOS UNIDOS.

Bogotá, febrero 26 de 1857.

A los Honorables Sr. Lino de Pombo i Florentino González, Comisionados de parte de la Nueva Granada, &c., &c.

Señores :

Los infrascritos Comisionados de parte de los Estados Unidos de Amé-

du transit inter-océanique par l'Isthme de Panamá, sur des bases aussi équitables que libérales, les soussignés pensent que MM. les Plénipotentiaires des États-Unis ne se trouvent pas dans le cas de croire leur Gouvernement placé dans l'alternative de la dégradation ou de l'emploi de la force, comme ils le disent, à cause de la non-admission des propositions présentées jusqu'à présent.

Pour ne pas retarder davantage la présente réponse et pour ne pas risquer de dépasser les limites de modération qu'ils se sont tracées, les soussignés s'abstiennent d'autres commentaires importants auxquels donnerait lieu la note du 13. Ils terminent donc en mettant à la disposition de MM. les Plénipotentiaires des États-Unis, afin qu'ils puissent les examiner, tous les documents relatifs aux événements de Panamá, réunis à la Secréterie des Relations Extérieures ; et les informer que, dans ce but ou pour quelqu'autre tendant à jeter un nouveau jour sur les désagréables questions pendantes ou à leur donner une solution honorable et pacifique, ils sont disposés à accepter toutes les invitations qui leur seront adressées pour conférencier de nouveau.

Les Plénipotentiaires de la Nouvelle-Grenade profitent de cette occasion pour présenter aux honorables MM. Morse et Bowlin l'hommage de leur respect.

LINO DE POMBO.

FLORENTINO GONZÁLEZ.

LEGATION DES ETATS UNIS.

Bogotá, 26 Février 1857.

Aux honorables M. M. Lino de Pombo et Florentino Gonzalez, Commissaires de la Nouvelle Grenade &, &, &.

Messieurs,

Les soussignés, Commissaires des Etats-Unis d'Amérique, ont l'honneur de vous accuser réception de votre communication du 23 du courant.

C'est avec regret qu'ils sont forcés de reconnaître que la mission amicale qu'ils avaient reçue de leur Gouvernement aura été complètement infructueuse et que la porte est fermée à tout arrangement par les Commissaires de la Nouvelle Grenade. Ceux-ci maintiennent absolument la position qu'ils ont prise dans le "Memorandum" du 12 du courant et la confirment dans les termes absolus que voici : "Los infrascritos, obrando conforme a sus instrucciones, declararon inadmisibles las proposiciones hechas ; pero no cerraron la puerta para toda negociacion." "Les soussignés agissant conformément à leurs instructions ont déclaré les propositions inadmissibles ; mais ils n'ont pas fermé la porte à toute négociation." À quelle autre négociation il peut avoir été fait allusion, c'est ce que nous sommes incapables de comprendre. Les quatre propositions dont les soussignés étaient porteurs de la part de leur Gouvernement, après avoir été examinées et commentées, sont dé-

---

rica, tienen el honor de avisar el recibo de vuestra comunicacion de 23 del corriente.

Con pena estan ellos obligados a percibir que la mision amigable de su Gobierno debe ser enteramente infructuosa, i que está cerrada la puerta por los Comisionados de la Nueva Granada. Todas las posiciones tomadas en el "Memorandum" del 12 del corriente, son mantenidas i ratificadas con el siguiente decidido lenguaje :—" Los infrascritos, obrando conforme a sus "instrucciones, declararon inadmisibles las proposiciones hechas, pero no "cerraron la puerta para toda negociacion." A cuál otra negociacion pueda haberse aludido, no podemos absolutamente comprenderlo. Las cuatro proposiciones que se recomendaron por su Gobierno a los infrascritos, despues de haber sido examinadas i comentadas se las declara inadmisibles ; i la única inferencia que con trabajo pudiera deducirse, visto un rechazo que caracteriza la negativa absoluta a negociar sobre ninguna de las cuatro proposiciones, es que habia algunas otras cuestiones en controversia entre los dos Gobiernos, no comprendidas en aquellas cuatro proposiciones, pues que la sustancia de la Convencion íntegra propuesta es obtener indemnizacion por lo pasado i seguridad para lo futuro.

which could possibly be drawn from the disclaimer qualifying the absolute refusal to negotiate upon any of the four propositions, is that there were some other questions at issue, between the two Governments, not included in these four propositions, because the substance of the entire Convention proposed, is to obtain indemnity for the past, and security for the future.

Near the close of your communication we find the key to the true meaning, which seems to be, that while New Granada refuses positively to treat with the United States upon the subject of indemnity for the past and security for the future, "the idea of a negotiation between the two Governments and those of England and France—which might lead to a complete Guarantee without prejudice to the territorial sovereignty, of the liberty and free use of the inter-oceanic way, on the basis of perfect equality of all nations," is tendered as the base of another and different negotiation.

To this we can only say, that at present the road is owned by American citizens, and much the largest portion (probably nine-tenths) of the passengers and commerce belong to the United States. It is not within our instructions to enter upon any new base of negotiations, in which England, France or any other nations of the world are to decide what Guarantees are sufficient for the safety of the property and lives of our citizens.

Indeed, we may as well say, once for all, that our Government has now every possible Guarantee which New Granada can possibly offer, and finding that she is either unable or unwilling to enforce those Guarantees, or give such protection as by the treaty and the charter of the Rail-road Company, she is pledged to do; the United States, as the Guardian and protector of the three (*sic*) passengers, who pass monthly over the route, must have something more tangible than paper pledges, and written contracts, which can only give rise to useless and endless discussion.

At the close of this commission, we have only to add further, that the case having arrived as contemplated in our instructions; we have to make a demand from the Government of New Granada, for the immediate payment of a sum, which has been reduced to the lowest possible amount, for reasons which must be obvious, as the price of indemnity for the loss of property stolen and destroyed on the Isthmus of Panama on the 15th of April 1856, by citizens of New Granada. We have the honor to enclose a copy of our letter under the instructions of our Government, to the Honorable M. Pombo, Secretary of Foreign Affairs; and to renew to the Commissioners of New Granada our most respectful consideration.

ISAAC E. MORSE.

JAMES B. BOWLIN.

---

Ácia el fin de vuestra comunicacion encontramos la clave de la significacion verdadera, la cual parece ser que, mientras la Nueva Granada rehusa positivamente tratar con los Estados Unidos, sea sobre el punto de indemnizacion por lo pasado o por el de seguridad para lo futuro, "la idea de una negociacion entre los dos Gobiernos i los de Inglaterra i de Francia, que condujese a garantizar completamente, i sin menoscabo de la soberania territorial, la libertad i segura frequentacion de la vía interoceánica sobre la base de perfecta igualdad para todas las Naciones," se ofrece como base de otra negociacion diferente.

A esto solo podemos decir, que el camino es actualmente propiedad de ciudadanos americanos, i que a los Estados Unidos corresponde con exceso la mas grande proporcion, acaso los nueve décimos, de los pasajeros i del comercio. No está comprendido en nuestras instrucciones entrar en negociaciones sobre ninguna base nueva, en que la Inglaterra, la Francia o cualquiera otra de las naciones de la tierra venga a decidir qué garantias son suficientes para la seguridad de las vidas i propiedades de nuestros ciudadanos.

Una vez por todas podemos, en efecto, decir tambien, que nuestro Gobierno posee en la actualidad todas las garantias que es posible para la Nueva Granada ofrecer: i que, encontrando que ella es incapaz o remisa para hacer efectivas tales garantias, o para otorgar aquella proteccion que le es

clarées inadmissibles : et la seule conséquence possible à tirer de ce rejet et du refus absolu de traiter sur aucune de ces quatre propositions, est qu' il y **auroit** quelques autres questions à produire entre les deux gouvernements lesquelles ne seraient point comprises dans les dites quatre propositions, parce que la substance entière de la convention proposée est d'obtenir indemnité pour le passé et sécurité pour l'avenir.

Nous trouvons à la fin de votre communication l'explication de vos véritables intentions. La Nouvelle Grenade, tout en refusant positivement de traiter avec les Etats-Unis au sujet de l'indemnité pour le passé comme de la sécurité à établir pour l'avenir, semble émettre l'idée d'une négociation entre les deux **gouvernements** et ceux d'Angleterre et de France, au moyen de laquelle on arriverait à **garantir** complètement, sans préjudice de sa souveraineté territoriale, la liberté et le **libré** usage de la voie interocéanique, sur le pied d'une parfaite égalité pour toutes les nations, et cette idée est présentée comme la base d'une nouvelle et différente négociation.

A cela nous pouvons seulement répondre, que pour le moment la dite voie appartient à des citoyens américains et que la plus large part des passagers et des marchandises (les <sup>10</sup> mes probablement) appartient aux Etats-Unis.—Au reste il n'est pas dans nos instructions d'entrer dans aucune autre nouvelle base de négociation dans laquelle l'Angleterre, la France ou toute autre nation du monde serait appelée à décider quelles sont les garanties suffisantes pour la sécurité des biens et de la vie de nos citoyens.

Aussi bien nous pouvons déclarer positivement une fois pour toutes, que notre Gouvernement sait à quoi s'en tenir sur les garanties que la Nouvelle Grenade peut matériellement offrir et que trouvant que celle-ci soit incapable soit peu désireuse de fortifier ces garanties ou de procurer la protection à laquelle elle s'est engagée par le Traité et par le contrat avec la compagnie du chemin de fer, le dit Gouvernement des Etats-Unis, en sa qualité de gardien, de protecteur des trois mille voyageurs qui passent mensuellement sur cette route, à besoin de quelque chose de plus palpable que des engagements sur papier et des contrats écrits qui ne servent qu'à donner naissance à des discussions stériles et interminables.

En terminant notre commission il ne nous reste plus qu'à ajouter que le cas prévu par nos instructions étant venu, nous avons à demander au Gouvernement de la Nouvelle Grenade le paiement immédiat d'une somme qui a été réduite au taux le plus bas possible pour des raisons qui doivent être évidentes. Cette somme représente la valeur de l'indemnité pour la perte des propriétés volées et détruites dans l'Isthme de Panama le 15 avril 1856 par des citoyens de la Nouvelle Grenade.—Nous avons l'honneur de joindre ici la copie de la lettre que nous adressons conformément aux instructions de notre Gouvernement à l'honorable Mr. Pombo Secrétaire des affaires étrangères, et nous renouvellons aux Commissaires de la Nouvelle Grenade l'assurance de notre très-respectueuse considération.

ISAAC E. MORSE.

JAMES B. BOWLIN.

---

obligatoria por Tratado i por la patente de la Compañía del Ferrocarril, los Estados Unidos, como el guardian i protector de los tres *mil* pasajeros que atraviesan mensualmente el camino, deben obtener algo mas taujible que compromisos en papel i contratos escritos, propios únicamente para orijinar discusiones inútiles e interminables.

Al concluir esta comision, nosotros tenemos que agregar solamente, que habiendo llegado el caso previsto en nuestras instrucciones, debemos presentar una demanda al Gobierno de la Nueva Granada por el inmediato pago de una cantidad, la cual ha sido reducida a la mas baja cifra posible por razones que serán óbviaas, como valor de la indemnización por la pérdida de propiedad robada i destruida en el Istmo de Panama el dia 15 de abril de 1856 por ciudadanos de la Nueva Granada. Tenemos el honor de incluir copia de nuestra carta al Honorable Sr. Pombo, Secretario de Relaciones Exteriores, arreglada a las instrucciones de nuestro Gobierno; i de renovar a los Comisionados de la Nueva Granada nuestra mas respetuosa consideracion.

ISAAC E. MORSE.

JAMES B. BOWLIN.

LEGATION OF THE UNITED STATES.

Bogota, Feb. 27th, 1857.

Honorable Lino de Pombo, Secretary for Foreign Affairs, &c.

Sir,

The entire failure of the Commissioners appointed by the United-States, to come to any satisfactory understanding, with the Commissioners of New Granada, or even any agreement upon a basis of negotiation ;—it becomes our duty under the instructions of our Government, to demand the payment of the sum of Four hundred thousand dollars, as an indemnity to our fellow citizens for loss of property taken or destroyed by citizens of New Granada on the Isthmus of Panama, on the 15th of April 1856.—Although the sum claimed and proved to have been stolen and destroyed, amounts to much more than half a million of dollars ; for reasons which we trust will be appreciated, our Government, in a spirit of great liberality has placed its *ultimatum* at the very lowest possible figure.

We have the honor to be very respectfully, your most obedient servants.

ISAAC E. MORSE.

JAMES B. BOWLIN.

( *Translation.* )

OFFICE FOR FOREIGN AFFAIRS.

Bogota, February 23d, 1857.

The undersigned Secretary of State, laid before the Chief of the Administration, the Note which the Honorable Mr. Morse and Mr. Bowlin were pleased to address to him yesterday, in their capacity of Commissioners or Plenipotentiaries of the United States with regard to the Panama questions.

They therein inform the Undersigned, that, in accordance with their instructions, and in consequence of not having been able to arrive at a satisfactory understanding with the Plenipotentiaries of New Granada, not even with respect to a basis of negotiation, they have to exact the payment of four hundred thousand dollars, a sum fixed as an *ultimatum*, and in a spirit of great liberality, by their Government, as an indemnity in favor of their fellow countrymen for losses of property, stolen or destroyed in the Isthmus of Panama, on the 15<sup>th</sup> day of April, 1856, by citizens of this country.

In reply to the said Note, the Undersigned declares in the name of his Government and in a solemn manner : that the Executive Power, for the reasons

( *Traducion.* )

LEGACION DE LOS ESTADOS UNIDOS.

Bogotá, febrero 27 de 1857.

Honorable Sr. Lino de Pombo, Secretario de Relaciones Esteriores.

Señor :

Por la frustracion completa de los esfuerzos de los Comisionados nombrados por los Estados Unidos, para llegar a satisfactoria intelijencia con los Comisionados de la Nueva Granada, o a cualquier acuerdo sobre una base de negociacion, ha venido a ser de nuestro deber, conforme a las instrucciones de nuestro Gobierno, exijir el pago de la suma de cuatrocientos mil pesos, como indemnizacion para nuestros compatriotas por perdidas de propiedad tomada o destruida por ciudadanos de la Nueva Granada en el Istmo de Panamá el 15 de abril de 1856. Aunque las cantidades reclamadas, con la prueba de haber sido robadas i destruidas, ascienden a mucho mas de medio millon de pesos; por motivos que confiamos serán apreciados, nuestro Gobierno, con espíritu de grande liberalidad, ha fijado su *ultimatum* en la cifra mas baja posible.

Tenemos el honor de ser, mui respetuosamente, vuestros mui obedientes servidores.

ISAAC E. MORSE.

JAMES B. BOWLIN.

LEGATION DES ETATS-UNIS.

Bogotá 27 Fevrier 1857.

A l'Honorable M. Lino de Pombo, Secrétaire des Affaires étrangères & . & . & .

Monsieur,

L'entier insuccès des Commissaires nommés par les Etats-Unis a arriver à une entente satisfaisante avec les Commissaires de la Nouvelle Grenade ou même à un simple accord sur une base de negociation, nous fait un devoir, conformément aux instructions de notre Gouvernement, de demander le paiement d'une somme de 400,000 dollars comme indemnité a nos concitoyens pour la perte de leurs propriétés prises ou détruites par des citoyens de la Nouvelle Grenade dans l'Isthme de Panamá le 15 avril 1856.—Bien que la somme reclamée et qu'il est prouvé avoir été volée et détruite s'élève à plus d'un demi million de dollars, pour des raisons qui, nous le croyons, seront appréciées, notre Gouvernement dans un esprit de grande libéralité a fixé cet *ultimatum* au chiffre le plus bas possible.

Nous avons l'honneur d'être très respectueusement vos très obeissants serviteurs

ISAAC E. MORSE.

JAMES B. BOWLIN.

---

DEPARTEMENT DES RELATIONS EXTERIEURES.

Bogotá, le 28 Fevrier 1857.

Le soussigné, Secrétaire d'Etat, a rendu compte au Chef de l' Administration de la note qu'il a plu aux honorables M. M. Morse et Bowlin de lui adresser, hier, en leur caractère de Commissaires ou Plénipotentiaires des Etats-Unis pour traiter des questions de Panamá.

Dans cette note ils informent le soussigné que, conformément à leurs instructions et puis qu'ils n'ont pas même pu arriver à s'entendre d'une manière satisfaisante avec les Plénipotentiaires de la Nouvelle Grenade sur une base de negociation, ils doivent exiger le paiement de 400,000 \$. somme fixée comme ultimatum et avec un grand esprit de liberalité par leur Gouvernement, pour indemnité en faveur de leurs compatriotes, pour pertes de propriétés volées ou détruites dans l'Isthme de Panamá, le 15 avril 1856, par des citoyens de ce pays.

En réponse à la dite note, le soussigné déclare, au nom de son Gouvernement et d'une manière solennelle : que le Pouvoir Exécutif, pour les raisons

---

DESPACHO DE RELACIONES ESTERIORES.

Bogotá, 28 de febrero de 1857.

El infrascrito Secretario de Estado dió cuenta al Jefe de la Administracion de la nota que se sirvieron dirigirle ayer los Honorables Señores Morse i Bowlin, en su carácter de Comisionados o Plenipotenciarios de los Estados Unidos con relacion a las cuestiones de Panamá.

En ella informan al infrascrito que, con arreglo a sus instrucciones, i por consecuencia de no haber logrado llegar a satisfactoria intelijencia con los Plenipotenciarios de la Nueva Granada, ni aun con respecto a una base de negociacion, tienen que exigir el pago de cuatrocientos mil pesos, suma fijada como *ultimatum* i con grande espíritu de liberalidad por su Gobierno, por indemnizacion en favor de sus compatriotas por pérdidas de propiedad, robada o destruida en el Istmo de Panamá el dia 15 de abril de 1856 por ciudadanos de este pais.

Contestando a dicha nota, el infrascrito declara en nombre de su Gobierno i de una manera solemne : que el Poder Ejecutivo, por las razones ya expuestas en el " Memorandum " del 12 i en la nota oficial del 23 de los Plenipotenciarios neo-granadinos, considera irresponsable a la República acia los Estados Unidos por los sucesos de Panamá del 15 de abril ; i consiguientemente no puede prestar su acquiescencia a la demanda de indemnizacion

already manifested, in the "Memorandum" of the 12<sup>th</sup> and in the official Note of the 23<sup>d</sup> of the New Granadian Plenipotentiaries, considers the Republic irresponsible towards the United States, for the occurrences at Panama of the 15<sup>th</sup> April ; and consequently it cannot lend its consent to the demand for indemnification made upon it, whatever may be the amount at which the Government of the Union may be pleased to estimate it. It has already been stated in the said Note of the 23<sup>d</sup> that the Executive Power does not consider this a pecuniary question, but one of principle.

The controversy relative to the said occurrences of Panama, having reached the position of an *ultimatum*, in as much as the Government of the United States, has made the cause of the North american citizens involved in those occurrences every way its own, the Undersigned is instructed to add ; that it being notorious and according to the result of the investigation made, that citizens of the United States were the cause both of the antecedents and of the immediate origin of the attempts against life and property which occurred in Panama, on the 15<sup>th</sup> day of April 1856, and who rendered altogether impossible, the thoroughly salutary intervention of the authorities and of the public force, the Executive Power finds itself in the compulsory position of considering the Government of the United States responsible for those attempts : and that consequently it ought to claim and does claim of it by way of indemnification for damages and injuries experienced by the city of Panama, by various of its inhabitants, by the families of the natives killed or wounded, and by sundry inoffensive foreigners of other nations in their persons or property, the sum of one hundred and fifty thousand dollars.

In addition to this, the Government of the United States, owes in justice reparation to New Granada, for the rude protest dated the 21<sup>st</sup> of April, of Consul Thomas William Ward, and for the proved falsity of his official assertions regarding persons wearing masks and respecting rapes, which he did not dare subsequently to maintain in the certificate which was required of him, and which he gave under his signature, on the 5<sup>th</sup> of August ; and for the disrespectfulness of Commander T. Bailey towards the Governor of the State of Panama, in the communications which he addressed to him on the 24<sup>th</sup>, 25<sup>th</sup>, and 26<sup>th</sup> of April.

Subsequent facts, and which are connected with those of the 15<sup>th</sup> of April, in the complaints and claims of the Official agents of the Goverment of the United States, have also given a right to that of New Granada to claim from it, the damages and losses consequent upon the non-payment of the legal tax of interoceanic postage on letters and despatches conveyed in the North American mailbags and the national impost of tonnage which the vessels of the United States have desisted from paying, in consequence of the threats of Commodore

---

que se le hace, sea cual fuere la cifra, en que tenga a bien estimarla el Gobierno de la Union. Ya se dijo en la citada nota del 23 : esta no es para el Poder Ejecutivo cuestion pecuniaria, sino cuestion de principio.

Llegada hasta el punto de un *ultimatum* la controversia relativa a los indicados sucesos de Panamá, por cuanto el Gobierno de los Estados Unidos ha hecho suya bajo todos aspectos la causa de los ciudadanos norte-americanos comprometidos en tales sucesos, tiene orden el infrascribo de agregar: que siendo por notoriedad, i segun el resultado de las investigaciones hechas, ciudadanos de los Estados Unidos los causantes por sus antecedentes i por su inmediato origen de los atentados contra la vida i contra la propiedad ocurridos en Panama el dia 15 de abril de 1856, i los que hicieron de todo punto imposible la intervencion completamente salvadora de la autoridad i de la fuerza publica, el Poder Ejecutivo se halla en el forzoso caso de considerar responsable por aquellos atentados al Gobierno de los Estados Unidos :

déjà exposées dans le "Memorandum" du 12 et la note officielle du 23 des Plénipotentiaires neo-grenadiens, croit que la République n'est pas responsable envers les Etats-Unis au sujet des événements de Panamá en date du 15 avril ; et qu'en conséquence il ne peut accéder à la demande d'indemnité qui lui est faite, quel que soit d'ailleurs le chiffre auquel il plaise au Gouvernement de l'Union de l'élever. On l'a déjà dit dans la note précitée du 23 : cette question n'est pas pour le Pouvoir Exécutif une question pécuniaire, mais une question de principe.

La controverse relative aux événements de Panamá en étant arrivée jusqu'à un *ultimatum* parcequ le Gouvernement des Etats-Unis a pris, sous tous les rapports, fait et cause pour les citoyens nord-américains compromis dans ces événements, le soussigné a l'ordre d'ajouter : Que puisqu'il est de notoriété publique et établi par les investigations qui ont été faites, que des citoyens des Etats-Unis ont été les promoteurs des attentats qui ont eu lieu contre les personnes et les propriétés à Panamá dans la journée du 15 avril 1856 ; qu'ils ont rendu de tous points impossible l'intervention suffisamment protectrice de l'autorité et de la force publique ; le Pouvoir Exécutif se voit forcé de rendre le Gouvernement des Etats-Unis responsable de ces attentats. En conséquence il doit réclamer et réclame effectivement du dit Gouvernement, à titre de indemnité, pour dommages et intérêts à la ville de Panamá, à divers habitants, aux familles des nationaux morts ou blessés, et à quelques étrangers inoffensifs de toutes nationalités qui ont souffert dans leurs personnes ou leurs propriétés, la somme de 150,000 piastres fortes.

En outre, le Gouvernement des Etats-Unis doit en toute justice une réparation à la Nouvelle-Grenade pour l'insolente protestation en date du 21 avril du Consul Thomas William Ward et pour la fausseté bien prouvée de ses assertions officielles sur les hommes masqués et les viols, assertions qu'il n'a pas osé soutenir dans la déclaration qui lui a été demandée et qu'il a donné sous sa signature le 5 août ; et pour le manque de respect du Commandant T. Bailey envers le Gouverneur de l'Etat dans les communications qu'il lui a adressées les 24, 25 et 26 avril.

Des faits postérieurs et qui ont été réunis à ceux du 15 avril dans les plaintes et réclamations des agents officiels du Gouvernement des Etats-Unis ont donné également droit à la Nouvelle-Grenade de réclamer de celui-ci des dommages et intérêts pour le non paiement de l'impôt légal des ports de courrier inter-océanique pour lettres et plis renfermés dans les valises nord-américaines ; et pour l'impôt national de tonnage que les navires des Etats-Unis ont refusé d'acquitter dans les ports de l'Etat de Panamá, par suite des menaces du Commodore Mervine. Le Pouvoir Exécutif constate formellement et dés-

---

i que en consecuencia debe reclamar i reclama de él, por vía de indemnización de los daños i perjuicios que sufrieron la ciudad de Panamá i varios de sus habitantes, las familias de los nacionales muertos o heridos, i en sus personas o bienes algunos extranjeros inofensivos de otras nacionalidades, la cantidad de ciento i cincuenta mil pesos fuertes.

Aparte de esto, el Gobierno de los Estados Unidos debe en justicia reparación a la Nueva Granada por la descom medida protesta de fecha 21 de abril del Cónsul Thomas William Ward, i por la comprobada falsedad de sus aserciones oficiales sobre enmascarados i sobre estupros, que no se atrevió luego a sostener en la certificación que le fué pedida i espidió bajo su firma el 5 de agosto; i por los desacatos del Comandante T. Bailey acia el Gobernador de Panamá, en las comunicaciones que le dirigió con fechas 24, 25 i 26 de abril.

Hechos posteriores, i que se conexiónaron con los del 15 de abril en las

Mervine. The Executive forthwith formally establishes this right, and will make use of it in the name of the Republic at the fitting moment.

It is exceedingly painful that owing to substantial mistakes, and in consequence of unjust prejudices, a disturbance of so grave a nature should have arisen in the old and constant friendly relations between two Republics of the New World, very disproportionate, it is true, in actual power, but called by their geographical position, by the nature of their political institutions, and by the progress of philosophical and humane ideas, to march together towards a smiling future. The Government of New Granada expects, nevertheless, from the wisdom and high social position of the President of the United States, that upon a new and calm examination of the facts, he will give to his contemporaries and to posterity, the noble example of rectifying his decisions in the deplorable affair forming the subject of this Note, with the regard due to reason and the principles of honesty, which are and have been at all times the best basis of good policy.

The Undersigned has the honor to be with feelings of distinguished consideration, the Honorable Messrs. Morse and Bowlin's most obedient servant.

LINO DE POMBO.

To the Honorable Isaac E. Morse and James B. Bowlin, &c. &c. &c.

---

quejas i reclamaciones de los agentes oficiales del Gobierno de los Estados Unidos, han dado asimismo derecho a la Nueva Granada para reclamar de él los daños i perjuicios consiguientes al no-pago del impuesto legal de portes de correo inter-oceanicos sobre las cartas o pliegos conducidos por las balijas norte-americanas, i del impuesto nacional de toneladas que han dejado de satisfacer en los puertos del Estado de Panamá los buques de los Estados Unidos por las amenazas del Comodoro Mervine. El Ejecutivo establece formalmente desde ahora este derecho, i hará uso de él a nombre de la República en tiempo oportuno.

Es inmensamente doloroso que, por equivocaciones sustanciales i por prevenciones injustas, hayan venido a turbarse de una manera tan grave las antiguas i constantes relaciones amistosas entre dos Repúblicas del nuevo mundo, mui desproporcionadas a la verdad en poder actual, pero llamadas por su posición geográfica, por la naturaleza de sus instituciones políticas i por el progreso de las ideas filosóficas i humanitarias, a marchar unidas acia

aujourd' hui ce droit et en fera usage, au nom de la République, en temps opportun.

Il est on ne peut plus fâcheux que pour des erreurs substantielles, des préventions injustes, d' anciennes et constantes relations d' amitié soient compromises d' une manière aussi grave, entre deux Republiques du nouveau monde, pour le moment, à la vérité, bien desproportionnées en force, mais appelées par leur position géographique, par la nature de leurs institutions politiques et par le progrès des idées philosophiques et humanitaires à marcher unies vers un riant avenir. Le Gouvernement de la Nouvelle-Grenade attend cependant de la sagesse et de la haute position du President des Etats-Unis qu' après avoir examiné de nouveau et avec calme les faits, il donnera à ses contemporains et à la postérité le noble exemple de rectifier ses resolutions dans la déplorable affaire qui fait l' objet de la présente note, en rendant ainsi hommage à la raison et aux principes d' honnêteté qui sont et ont été de tout temps la meilleure base de la bonne politique.

Le soussigné a l' honneur de presenter aux honorables M. M. Morse et Bowlin les assurances de sa considération distinguée comme leur très humble serviteur.

LINO DE POMBO.

---

un risueño porvenir. El Gobierno de la Nueva Granada espera sin embargo de la sabiduría i alta posicion social del Presidento de los Estados Unidos que, examinando de nuevo i en calma los hechos, dé a sus contemporáneos i a la posteridad el noble ejemplo de rectificar sus resoluciones en el deplorable asunto sobre que se versa la presente nota, con el acatamiento debido a la razon i a los principios de honradez, que son i han sido en todo tiempo la mejor base de una buena política.

El infrasrito tiene el honor de suscribirse de los Honorables Señores Morse i Bowlin, con sentimientos de consideracion distinguida, su muy atento servidor.

LINO DE POMBO.

A los Honorables Señores Isaac E. Morse i James B. Bowlin, Plenipotenciarios de los Estados Unidos, &c. &c.

---